fr

Press release | 31.05.2010

Assaut meurtrier de l'armée israélienne sur la flottille de la paix

l'Europe doit exiger la fin du blocus

Eva Joly, Députée européenne Europe Écologie, **Nicole Kiil-Nielsen**,députée européenne, Europe Écologie et **Hélène Flautre**, Députée européenne Europe Écologie , présidente de la commission mixte UE-Turquie, **José Bové**, député européen d'Europe Écologie et **Malika Benarab-Attou**, députée européenne d'Europe Écologie, prennent connaissance avec effroi des décès des personnes intervenus la nuit dernière à l'issue de la prise d'assaut par l'armée israélienne des bateaux de la flottille de la Paix.

Acheminant du matériel humanitaire, les bateaux civils de la flottille de paix voulaient décharger sur la bande de Gaza des marchandises qui manquent cruellement à la population gazaoui en raison du blocus, imposé par Israël, qui interdit toute reconstruction notamment depuis la fin de l'opération militaire "plomb durci".

De retour, vendredi dernier, d'une délégation officielle du Parlement européen en Palestine et Israël, Eva Joly et Nicole Kiil-Nielsen ont pu constater combien le blocus créait une situation humanitaire et sociale dramatique pour le million de gazaouis qui se sent aujourd'hui totalement abandonné par la communauté internationale.

Nicole Kiil-Nielsen déclare:

" Poussée par l'inertie de l'Europe à jouer un rôle dans la recherche de la paix, la population civile s'organise pour apporter le minimum aux habitants de Gaza. L'assaut meurtrier d'une armée sur des civils constitue une escalade de plus dans la violence, l'Europe doit réagir et condamner avec énergie cet acte de guerre".

Eva Joly estime que:

" L'inadmissible réaction de l'armée israélienne, qui a entrainé la mort d'au moins dix personnes et de nombreux blessés, ne peut pas rester sans suite diplomatique, l'Europe doit non seulement condamner cette opération, mais en plus elle doit prendre toutes les initiatives possibles pour que des négociations internationales s'ouvrent pour lever le blocus sur Gaza et ouvrir des négociations globales".

Hélène Flautre, Présidente de la Commission parlementaire mixteUE-Turquie déclare: ***"j'invite les États membres de l'Union européenne à saisir le Conseil de sécurité des nations Unies en s'appuyant sur l'influence grandissante de la Turquie, membre actuel non permanent. Il est impératif que les Nations Unies se saisissent de cette attaque inacceptable et qu'une mission d'enquête soit lancée sur les circonstances de ce qui apparait comme une nouvelle violation du droit international par Israël.***

Madame Ashton doit immédiatement appeler les États membres à cesser toute coopération militaire avec

Israël et renouveler sa demande d'un accès libre pour Gaza. Elle doit, d'autre part, réagir à la mesure de la gravité des événements et du risque évident d'escalade en se rendant immédiatement sur place".

Pour sa part, **José Bové** ***"demande la suspension de tous les accords de partenariats économiques entre l'Union européenne et Israël et la réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies pour faire appliquer, dans les plus brefs délais, les résolutions visant à la création d'un État palestinien".***

Malika Benarab-Attou déclare quant à elle :

"Notre compassion va aux familles des victimes. Les gouvernements des pays d'Europe et la haute représentante de l'UE, Mme Ashton, doivent réagir fermement contre les violations des lois internationales par Israël. Les crimes commis contre des civils en convois humanitaires sont inacceptables. A quand la fin du double standard entrainant l'aveuglement face aux crimes du gouvernement d'Israël ? Le blocus illégal de Gaza doit être levé maintenant".

Recommended

Press release

https://unsplash.com/photos/gray-concrete-building-covered-trees-dqXiw7nCb9Q

EU adopts groundbreaking Corporate Sustainability Due …

24.04.2024

Press release

https://unsplash.com/photos/a-long-hallway-with-a-bunch-of-lockers-in-it-ihl2Q5F-VYA

Final report on Hungary shows damning picture on rule …

24.04.2024

Press release

@ehimetalor-akhere

[Parliament to vote through criminalisation of gender-b…]

23.04.2024

Press release

©International Labour Organization ILO (CC BY-NC-ND 2.0 DEED)

EU expected to ban products made with forced labour

22.04.2024

Responsible MEPs

José Bové

Member

Eva Joly

Member

Please share

- E-Mail